



Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

**Opinions des Français  
sur l'environnement  
et appréciations sur l'eau du robinet**

**Ariane Dufour**

**OCTOBRE 1995**

142, rue du Chevaleret  
7 5 0 1 3 - P A R I S



## SOMMAIRE

	Pages
<b>Note de synthèse</b> .....	I à IV
<b>Introduction</b> .....	1
<b>SECTION 1 La sensibilité à l'environnement et la connaissance des causes de pollution</b> .....	<b>5</b>
1. Une forte sensibilité déclarée aux problèmes d'environnement .....	6
1.1 La sensibilité à l'environnement varie en fonction du milieu socio-culturel .....	7
1.2 La forte sensibilité à l'environnement se traduit concrètement par la réalisation d'actions visant à le protéger .....	8
2. Un indicateur de sensibilité à l'environnement .....	10
3. Le sentiment de connaissance des causes de pollution .....	12
3.1 Les liens avec les principales variables socio-démographiques .....	Td
3.2 La connaissance des causes de pollution va de pair avec une meilleure connaissance des problèmes relatifs au domaine environnemental .....	15
<b>SECTION 2 Les actions de l'Etat en matière d'environnement</b> .....	<b>17</b>
1. L'image de l'action des pouvoirs publics .....	17
2. Les actions prioritaires que l'Etat doit mener dans le domaine de la protection de l'environnement .....	ZZ
<b>SECTION 3 Les actions individuelles pour la préservation de l'environnement</b> .....	<b>Z1</b>
1. L'achat de produits biodégradables pour le ménage .....	Z9
2. L'achat de papier recyclé .....	33
3. Le choix de produits pour leur emballage respectueux de l'environnement .....	36
4. L'achat de produits de l'agriculture biologique .....	39
5. L'abandon délibéré de la voiture au profit des transports en commun .....	43
6. L'idée d'une taxe pour l'environnement régresse .....	47
<b>SECTION 4 Les Français et l'eau du robinet</b> .....	<b>51</b>
1. Equipement en compteur d'eau individuel .....	52
2. Les économies d'eau du robinet .....	66
3. La consommation d'eau du robinet .....	62
3.1 Près des deux tiers des Français boivent l'eau du robinet à leur domicile .....	62
3.2 Le « mauvais goût » est la principale raison de non-consommation de l'eau du robinet .....	65
4. La qualité de l'eau du robinet .....	68
5. Les deux tiers des Français ne souhaitent pas payer plus pour avoir une eau de meilleure qualité .....	72

SECTION 5 Une <b>synthèse</b> des opinions et attitudes en <b>matière</b> d'environnement .....	75
1. Une représentation synthétique des opinions des Français en <b>matière</b> d'environnement . . .	76
1.1 L'espace des opinions sur l'environnement .....	78
1.2 Projection des <b>caractéristiques</b> socio-démographiques dans l'espace des opinions sur l'environnement .....	81
1.3 Projection des autres variables de l'IFEN dans l'espace des opinions sur l'environnement .....	83
2. Une classification en cinq groupes .....	85
Conclusion .....	93

## Annexes :

Annexe 1 Les préoccupations des Français (rappel des résultats : 1991 à 1995) .....	99
Annexe 2 Connaissance des causes de pollution (rappel des résultats : 1991-1994) .....	101
Annexe 3 Actions prioritaires pour lutter contre la dégradation de l'environnement (rappel des <b>résultats</b> : 1990 - 1991) .....	103
Annexe 4 Les garanties de qualité attendues lors de l'achat de produits alimentaires (rappel des <b>résultats</b> de 1994) .....	107
Annexe 5 Rappel des questions <b>antérieures</b> sur les actions individuelles pour lutter contre la dégradation de l'environnement (rappel des <b>résultats</b> de 1991) .....	109
Annexe 6 L'acceptation de dons d'argent ou de taxes pour l'environnement (rappel des <b>résultats</b> : 1991 à 1993) .....	111
Annexe 7 Raisons de non-consommation de l'eau du robinet (rappel des <b>résultats</b> de Mai-Juin 1989) .....	113
Annexe 8 Questions <b>posées à</b> la demande de l'IFEN dans l' <b>enquête</b> « Aspirations et Conditions de Vie » du CREDOC, <b>début</b> 1995 : tris à plats des <b>résultats</b> .....	115

## Opinions sur l'environnement et appréciations de l'eau du robinet

-----  
Note de synthèse

Au cours des trente dernières années, des modifications importantes sont intervenues dans les préoccupations écologiques des Français, sous l'effet probable d'un plus grand écho médiatique : les problèmes d'environnement et d'écologie touchent désormais le grand public et ne sont plus l'apanage de quelques groupes restreints de la population (militants d'associations de défense de l'environnement par exemple). La « contestation écologique » s'est atténuée au profit d'une prise de conscience collective des problèmes posés. Cependant, même si la dégradation du système écologique préoccupe les Français, cette inquiétude doit être relativisée en regard d'autres sujets d'intérêt général qui, dans l'esprit de la population, passent bien avant, tels le chômage, les maladies graves, la pauvreté ou la drogue ... Il n'en demeure pas moins que la connaissance des questions environnementales a progressé sensiblement.

Il faut savoir qu'il existe chez les Français une forte attente d'informations pour tout de ce qui se rapporte à l'environnement (gestion des déchets, produits verts ...). La mise en confiance des citoyens consommateurs dans ces domaines et leur mobilisation passent en effet par la fourniture d'informations explicatives, claires et scientifiques, qui semblent encore, aux yeux des Français, faire défaut. C'est donc dans ce double contexte de prise de conscience plus large des questions environnementales que se situent les interrogations que l'Institut Français de l'Environnement (IFEN) a souhaité faire insérer dans l'enquête du CREDOC sur « **les Conditions de vie et les Aspirations des Français** ».

Ces questions, dont les résultats sont présentés dans ce rapport, portent sur la manière dont nos concitoyens perçoivent les actions de l'Etat en matière de protection de l'environnement, sur leurs pratiques individuelles destinées à mieux protéger la nature et sur quelques-unes de leurs opinions au sujet de l'eau courante. Le rapport s'articule en cinq sections :

- La *première* est relative à la sensibilité globale des Français à l'environnement et à la connaissance qu'ils ont de ce qui pollue dans nos habitudes quotidiennes.
- La *deuxième section* concerne le rôle de l'Etat en matière de protection de l'environnement. Comment les Français jugent-ils les actions des pouvoirs publics dans

le domaine ? Quelles sont les actions que l'**Etat** doit mener en priorité **afin** de mieux préserver et protéger l'environnement ?

- **La troisième partie** est relative à certaines actions concrètes menées par les Français, au cours des douze derniers mois, **afin** de protéger l'environnement. Ont-ils acheté des produits biodégradables, des produits de l'agriculture biologique, du papier recyclé, des produits ayant un emballage respectueux de l'environnement ? Ont-ils délibérément délaissé leur voiture au profit des transports en commun pour les trajets quotidiens ?
- **La quatrième section** développe le thème de l'eau. Les Français consomment-ils l'eau du robinet ? Comment jugent-ils sa qualité ? Economisent-ils l'eau courante ?
- **Enfin, la dernière partie** se veut une synthèse de l'ensemble des résultats sur les attitudes adoptées par les Français en **matière** d'environnement. Elle est donc consacrée à la présentation d'une analyse factorielle et d'une classification effectuées **à partir** de l'essentiel des questions traitant de l'environnement présentes dans l'enquête.

**Quatre enseignements principaux** s'en dégagent :

- **Il apparaît bien difficile de mesurer la réelle sensibilité des Français aux questions environnementales.** Dans l'absolu, certes, tout le monde ou presque déclare y être sensible. Mais, en regard d'autres sujets d'intérêt général, cette attention doit être fortement **relativisée**. Un indicateur de sensibilité à l'environnement tenant compte de plusieurs critères (aptitude à payer une « taxe environnementale », adhésion à une association de défense de l'environnement, préoccupation **déclarée** à la dégradation de la nature en regard d'autres sujets d'intérêt général) permet d'isoler les individus véritablement « écologistes ». Ils représentent seulement 6% de la population. On remarque aussi que leur nombre a eu tendance à diminuer depuis quatre ans. D'une façon générale, il s'agit plutôt d'hommes, issus d'un milieu socio-culturel élevé.

Malgré ce faible engouement apparent pour la cause écologique - qui s'explique en partie par l'acuité du **problème** de l'emploi aujourd'hui -, on relève cependant **une forte progression de la connaissance des questions environnementales** dans la population française : 69% de nos concitoyens estiment, au début 1995, qu'on sait ce qui pollue dans nos habitudes quotidiennes, contre 49 % l'année dernière et 25 % il y a quatre ans.

- Les jugements émis par la population sur les actions de l'**Etat** en matière d'environnement font état de deux résultats. On relève d'abord **qu'une majorité de Français continuent à porter un jugement critique** sur l'efficacité des actions des

pouvoirs publics. Le léger début d'amélioration observé l'an dernier sur ce point ne s'est pas confirmé cette année : une écrasante majorité de Français (94%) mettent en doute l'existence de ces actions ou sont sceptiques sur leur efficacité. D'autre part, la population fixe à l'Etat deux objectifs principaux dans le domaine : d'abord, **participer à la réduction de la pollution de l'air** ; ensuite, **lutter contre la pollution de l'eau** ● Autrement dit, les attentes en termes de préservation des ressources naturelles l'emportent largement aujourd'hui dans la population.

- Les préoccupations des Français en matière de lutte contre la pollution de l'eau ne se retrouvent qu'en partie dans leurs comportements en matière de consommation d'eau courante. Mais il est vrai que 12% de nos compatriotes ne semblent pas disposer eux-mêmes d'un compteur d'eau leur permettant de mesurer leur propre consommation. On relève cependant qu'une majorité de la population (52%) déclare avoir, cette année, volontairement économisé l'eau du robinet. Ils l'ont fait presque autant dans le but d'alléger leur facture que pour éviter le gaspillage de cette ressource naturelle.

Si plus des deux tiers (64%) des Français disent boire l'eau du robinet chez eux, ceux qui ne le font pas lui reprochent avant tout son mauvais goût. D'ailleurs, la **proportion d'individus buvant l'eau du robinet a sensiblement diminué en cinq ans** puisqu'ils étaient 72% à la mi-1989. Il faut dire que 40% de nos concitoyens estiment que l'eau courante est de moins bonne qualité aujourd'hui qu'il y a dix ans et que 30% seraient prêts à payer plus cher pour bénéficier d'une amélioration.

- Enfin, les questions introduites cette année dans l'enquête sur quelques actions concrètes réalisées dans le but de contribuer à la protection de l'environnement révèlent **des taux de participation très inégaux**. Bien sûr, les réponses obtenues ne fournissent pas une mesure exacte de la réalisation effective de ces actions, mais elles donnent une meilleure indication des pratiques que les seules intentions habituellement mesurées. En termes d'achats, trois types d'actions semblent bien acceptées de nos concitoyens : 40% déclarent avoir régulièrement, au cours des douze derniers mois, acheté des produits biodégradables ; 30% se disent assidus à l'achat de papier recyclé et 30% déclarent avoir choisi régulièrement des produits dont l'emballage est respectueux de l'environnement. En revanche, les Français ne sont pas encore convertis aux produits de l'agriculture biologique : 69% n'en ont jamais acheté dans l'année. Enfin, le choix de renoncer à la voiture pour les trajets quotidiens en la remplaçant par les transports en commun est rarement effectué : 72% de la population ne l'ont jamais fait en douze mois. Il est vrai que la renonciation à la voiture constitue, pour beaucoup, un véritable sacrifice. Mais il faut dire que ce choix est très dépendant du lieu d'habitation, tout un chacun n'ayant pas à sa disposition un réseau de transports en commun.

Il reste que l'ensemble de ces données doivent être **resituées** dans leur contexte : celui **d'une période moins favorable - crise économique oblige - aux sacrifices personnels pour protéger l'environnement** : alors que depuis plusieurs années, l'idée de contribuer financièrement à la lutte contre la dégradation de la nature avait commencer à s'ancrer dans les esprits, le début 1995 marque un coup d'arrêt brutal à ce mouvement. 33 % des Français se disent maintenant prêts à payer plus de taxes **affectées** directement à l'environnement, contre 42% il y a un an. S'agit-il d'un phénomène purement conjoncturel ? Il sera, en tout état de cause, intéressant de suivre l'évolution de ces attitudes dans les années à venir.

## INTRODUCTION

Au cours des trente dernières années, des modifications importantes sont intervenues dans les préoccupations écologiques des Français, sous l'effet probable d'un plus grand écho médiatique : les problèmes d'environnement et d'écologie touchent désormais le grand public et ne sont plus l'apanage de quelques groupes restreints de la population (militants d'associations de défense de l'environnement, par exemple). La « contestation écologique » s'est atténuée au profit d'une prise de conscience collective de ses problèmes posés. Cependant, même si la dégradation du système écologique préoccupe les Français, cette inquiétude doit être relativisée en regard d'autres sujets d'intérêt général qui, dans l'esprit de la population, passent bien avant, tels le chômage, les maladies graves, la pauvreté ou la drogue, ... Il n'en demeure pas moins que la connaissance des questions environnementales a progressé sensiblement.

C'est dans le but de mieux connaître, et de suivre l'évolution des opinions sur ce sujet que l'Institut Français de l'Environnement (IFEN) a fait insérer dans l'enquête « *Conditions de vie et aspirations des Français* », pour la deuxième année consécutive, une série d'interrogations, relativement diversifiées :

- Une première série de questions concerne la manière dont les Français perçoivent **les actions de l'Etat en matière de protection de l'environnement**. Ces interrogations avaient déjà été soumises aux Français l'an dernier ; elles ont été maintenues afin d'observer d'éventuelles inflexions récentes de l'opinion.
- De nouvelles questions ont été insérées concernant **les pratiques individuelles** destinées à mieux protéger l'environnement. Cette nouvelle série d'interrogations ne visait donc plus à mesurer des intentions, mais des actes. On sait en effet combien les accords de principe sont faciles à donner, alors même que les intentions affichées ne sont pas toujours suivies d'actions concrètes. Bien sûr, les réponses obtenues à ce type de question ne sont que des déclarations des personnes interrogées ; elles ne fournissent donc pas une mesure exacte et précise des pratiques réelles. Mais ce type d'informations donne une bonne indication sur l'implication des Français dans les actions de protection de l'environnement.



- **Enfin, l'IFEN** a souhaité connaître quelques-uns **des comportements et attentes des particuliers sur un sujet précis : celui de l'eau**. Quelques questions ont donc été insérées dans l'enquête, traitant de l'eau courante et de sa consommation par les particuliers.

Mais peut-être, avant d'entrer dans le coeur du rapport, faut-il **resituer** dans leur contexte les opinions et les attitudes des Français dans le domaine de l'environnement : cette année, on assiste à un recul brutal des opinions favorables aux efforts **financiers** pour la défense de l'environnement. Alors que depuis plusieurs années, l'idée de contribuer financièrement à la lutte contre la dégradation de la nature - y compris en subissant quelques sacrifices personnels - avait commencé à s'ancrer dans les esprits, le début 1995 marque un coup d'arrêt brutal à ce mouvement<sup>1</sup>. Ainsi, un éventuel **surcoût** (de 10%) des produits reconnus comme préservant l'environnement n'est plus accepté que par 43% des Français au début 1995 (contre 66 % au début 1994). Cette moindre acceptation n'est d'ailleurs pas seulement le fait des catégories confrontées aux difficultés économiques, c'est aussi le cas de celles qui sont issues d'un milieu social favorisé. De même, un tiers de nos concitoyens se disent prêts, aujourd'hui, à accepter un ralentissement économique pour préserver et protéger la nature, ce qui correspond à 17 points de moins en un an. Ces éléments sont donc à garder en mémoire pour relativiser l'engouement apparent observé sur certaines questions touchant à l'environnement.

Signalons également que nos concitoyens sont de plus en plus demandeurs d'informations pour tout de ce qui se rapporte au domaine de l'environnement (gestion des déchets, produits verts . . .). Les Français sont notamment en attente d'une plus grande transparence des industriels et des pouvoirs publics, transparence indispensable à une meilleure mise en confiance : c'est donc dans ce double contexte de prise de conscience plus large des questions environnementales, mais aussi de leur coût, que se situent les interrogations de **l'IFEN**.

---

<sup>1</sup> Cf. « *Janvier 1995 : radicalisme et inquiétudes progressent dans la société française, malgré un début d'amélioration économique* », G. Hatchuel, Note réservée aux souscripteurs au système d'enquêtes, Crédoc, Mars 1995.

Le présent rapport s'articule en cinq sections :

- La **première section** est relative à la sensibilité globale de nos Français à l'environnement et à la connaissance qu'ils ont de ce qui pollue dans nos habitudes quotidiennes.
- La **deuxième section** concerne le rôle de l'Etat en matière de protection de l'environnement. Comment les Français jugent-ils les actions des pouvoirs publics dans le domaine ? Quelles sont les actions que l'Etat doit mener en priorité afin de mieux préserver et protéger l'environnement ?
- La **troisième partie** est relative à certaines actions concrètes menées par les Français au cours des douze derniers mois, afin de protéger l'environnement. Ont-ils acheté des produits biodégradables, des produits de l'agriculture biologique, du papier recyclé, des produits ayant un emballage respectueux de l'environnement ? Ont-ils délibérément délaissé leur voiture au profit des transports en commun pour les trajets quotidiens ?
- La **quatrième section** développe le thème de l'eau. Les Français consomment-ils l'eau du robinet ? Comment jugent-ils sa qualité ? Economisent-ils l'eau courante ?
- Enfin, la **dernière partie** se veut une synthèse de l'ensemble des résultats sur les attitudes adoptées par les Français en matière d'environnement. Elle est donc consacrée à la présentation d'une analyse factorielle et d'une classification effectuées à partir de l'essentiel des questions traitant de l'environnement présentes dans l'enquête.

## CONCLUSION

Cette étude constitue une sorte de photographie de l'opinion des Français, au début 1995, sur des questions diverses se rapportant à l'environnement (sensibilité de la population au domaine, jugements sur l'action menée par les pouvoirs publics, actions individuelles réalisées, consommation de l'eau du robinet). Quatre enseignements principaux s'en dégagent :

- **Il apparaît bien difficile de mesurer la réelle sensibilité des Français aux questions environnementales.** Dans l'absolu, certes, tout le monde ou presque, déclare être sensible. Mais, en regard d'autres sujets d'intérêt général, cette attention doit être fortement relativisée. Un indicateur de sensibilité à l'environnement tenant compte de plusieurs critères (aptitude à payer une « taxe environnementale », adhésion à une association de défense de l'environnement, préoccupation déclarée à la dégradation de la nature en regard d'autres sujets d'intérêt général) permet d'isoler les individus véritablement « écologistes ». Ils représentent seulement 6 % de la population. On remarque aussi que leur nombre a eu tendance à diminuer depuis quatre ans. D'une façon générale, il s'agit plutôt d'hommes, issus d'un milieu socio-culturel élevé.

Malgré ce faible engouement apparent pour la cause écologique - qui s'explique en partie par l'acuité du problème de l'emploi aujourd'hui -, on relève cependant une forte progression de la connaissance de ces questions environnementales dans la population française : 69 % de nos concitoyens estiment, au début 1995, qu'on sait ce qui pollue dans nos habitudes quotidiennes, contre 49 % l'année dernière et 25 % il y a quatre ans.

De façon plus générale, il faut savoir qu'il existe chez les Français une forte attente d'informations sur ces sujets. La mise en confiance des « citoyens-consommateurs » dans ces domaines - et leur mobilisation - passe en effet par la fourniture

d'informations explicatives, claires et scientifiques, qui semblent encore, aux yeux des Français, faire défaut.

- Les jugements émis par la population sur les actions de l'**Etat** en matière d'environnement ne sont pas sans lien avec cette attente d'informations. On **relève** d'abord qu'une majorité de Français continuent à porter un jugement critique sur l'efficacité des actions des pouvoirs publics. Le léger début d'amélioration observé l'an dernier sur ce point ne s'est pas confirmé cette année : une écrasante majorité de Français (94%) mettent en doute l'existence de ces actions ou sont sceptiques sur leur efficacité. D'autre part, la population fixe à l'**Etat** deux objectifs principaux dans le domaine : d'abord, participer à la réduction de la pollution de l'air ; ensuite, lutter contre la pollution de l'eau. Autrement dit, les attentes en termes de préservation **des ressources naturelles** l'emportent largement aujourd'hui dans la population.
- Les préoccupations des Français en matière de lutte contre la pollution de l'eau ne se retrouvent qu'en partie dans leurs comportements en matière de consommation d'eau courante. Mais il est vrai que 12% de nos compatriotes ne semblent pas disposer eux-mêmes d'un compteur d'eau leur permettant de mesurer leur propre consommation. On relève, cependant, qu'une majorité de la population (52%) déclare avoir, cette année, volontairement économisé l'eau du robinet. Ils l'ont fait presque autant dans le but d'alléger leur facture que pour éviter le gaspillage de cette ressource naturelle.

Si près des deux tiers (64%) des Français disent boire l'eau du robinet chez eux, ceux qui ne le font pas lui reprochent avant tout son mauvais goût. On relève d'ailleurs que la proportion d'individus buvant l'eau du robinet a sensiblement diminué en cinq ans, puisqu'ils étaient 72 % à la mi-1 989. Il faut dire que 40 % de nos concitoyens estiment que l'eau courante est de moins bonne qualité aujourd'hui qu'il y a dix ans et que 30% seraient prêts à payer plus cher pour bénéficier d'une amélioration.

- **Enfin**, les nouvelles questions introduites cette **année** dans l'enquête sur quelques actions concrètes **réalisées** dans le but de contribuer à la protection de l'environnement, révèlent des taux de participation très inégaux. Bien sûr, les réponses obtenues ne fournissent pas une mesure exacte de la **réalisation** effective de ces actions, mais elles donnent une meilleure indication des pratiques que les seules intentions habituellement mesurées. En termes d'achats, trois types d'actions

semblent bien acceptées de nos concitoyens : 40% déclarent avoir régulièrement, au cours des douze derniers mois, acheté des produits biodégradables ; 30% se disent assidus à l'achat de papier recyclé et 30% déclarent avoir choisi régulièrement des produits dont l'emballage est respectueux de l'environnement. En revanche, les Français ne sont pas encore convertis aux produits de l'agriculture biologique : 69% n'en ont jamais acheté dans l'année. Enfin, le choix de renoncer à la voiture pour les trajets quotidiens, en la remplaçant par les transports en commun, est rarement effectué : 72% de la population ne l'ont jamais fait en douze mois. Il est vrai que la renonciation à la voiture constitue, pour beaucoup, un véritable sacrifice. Mais il faut dire que ce choix est très dépendant du lieu d'habitation, tout un chacun n'ayant pas à sa disposition un réseau diversifié de transports en commun.

Il reste que l'ensemble de ces données doivent être resituées dans leur contexte : celui d'une période moins favorable - crise économique oblige -, aux sacrifices personnels pour protéger l'environnement : alors que depuis plusieurs années, l'idée de contribuer financièrement à la lutte contre la dégradation de la nature avait commencé à s'ancrer dans les esprits, le début 1995 marque un coup d'arrêt à ce mouvement. 33% des Français se disent maintenant prêts à payer plus de taxes affectées directement à l'environnement, contre 42% il y a un an. S'agit-il là d'un phénomène purement conjoncturel ? Il semble, en tout état de cause, intéressant de suivre l'évolution de ces attitudes dans les années à venir.

semblent bien acceptées de nos concitoyens : 40% déclarent avoir régulièrement, au cours des douze derniers mois, acheté des produits biodégradables ; 30% se disent assidus à l'achat de papier recyclé et 30% déclarent avoir choisi régulièrement des produits dont l'emballage est respectueux de l'environnement. En revanche, les Français ne sont pas encore convertis aux produits de l'agriculture biologique : 69 % n'en ont jamais acheté dans l'année. Enfin, le choix de renoncer à la voiture pour les trajets quotidiens, en la remplaçant par les transports en commun, est rarement effectué : 72 % de la population ne l'ont jamais fait en douze mois. Il est vrai que la renonciation à la voiture constitue, pour beaucoup, un véritable sacrifice. Mais il faut dire que ce choix est très dépendant du lieu d'habitation, tout un chacun n'ayant pas à sa disposition un réseau diversifié de transports en commun.

Il reste que l'ensemble de ces données doivent être resituées dans leur contexte : celui d'une période moins favorable - crise économique oblige -, aux sacrifices personnels pour protéger l'environnement : alors que depuis plusieurs années, l'idée de contribuer financièrement à la lutte contre la dégradation de la nature avait commencé à s'ancrer dans les esprits, le début 1995 marque un coup d'arrêt à ce mouvement. 33 % des Français se disent maintenant prêts à payer plus de taxes affectées directement à l'environnement, contre 42 % il y a un an. S'agit-il là d'un phénomène purement conjoncturel ? Il sera, en tout état de cause, intéressant de suivre l'évolution de ces attitudes dans les années à venir.